

## Déclaration SNUEP-FSU

CT 5 octobre 2018

La « réforme » Blanquer de la voie professionnelle s'inscrit dans un cadre bien précis que l'intersyndicale, **la CGT Educ'action, le SNUEP-FSU, le SNEP FSU, Sud Éducation, le SNALC** ont toujours dénoncé : celui de réduire les moyens affectés aux services publics d'Éducation et par conséquent le nombre de fonctionnaires. Le ministre vient de le confirmer : **2600 suppressions de postes dans le second degré** pour la rentrée 2019 !

Le ministre Jean-Michel Blanquer a dévoilé l'objectif de sa réforme de la voie professionnelle : la baisse des moyens. Ses propos sur le lycée professionnel qui « *coûte le plus cher et a le plus d'heures de cours* » sans être « *synonyme de réussite* » sont inacceptables.

Dans le contexte très dégradé des conditions de travail des personnels de lycées professionnels, le SNUEP-FSU dénonce ces suppressions de postes et reste déterminé à ne pas laisser faire !

Dans cette "réforme", l'intérêt des élèves et des personnels est inexistant. Elle est dans la lignée de la réforme de 2009 et la généralisation du Bac Pro en 3 ans où la réduction d'une année de la scolarité des élèves de l'enseignement professionnel a fait des dégâts considérables chez les jeunes comme chez les professeurs de lycée professionnel.

Le projet du président Macron est de déqualifier les emplois d'artisans, d'ouvrier-es, de technicien-nes. Par sa réforme, le ministre de l'Éducation nationale répond exactement à cet objectif. En lieu et place d'une prétendue « revalorisation de la voie professionnelle », il veut déprofessionnaliser les formations, transformer les diplômes en blocs de compétences et instaurer une concurrence sévère entre la voie scolaire et l'apprentissage. Il souhaite aussi en profiter pour imposer des pratiques pédagogiques par la mise en œuvre de la co-intervention. C'est une dégradation assurée des conditions de travail des personnels et d'études des jeunes qu'il orchestre.

Non, les professeurs de lycée professionnel ne sont pas « *d'accord* » avec cette réforme. Ils rejettent massivement la diminution des heures de cours, la généralisation de pratiques pédagogiques imposées d'en haut et le développement de dispositifs qui n'ont jamais fait preuve de leur efficacité pour une meilleur réussite des jeunes.

Le SNUEP-FSU s'opposera fermement aux diminutions de moyens et suppressions de postes annoncées. Il porte un autre projet auprès du ministre en exigeant des créations et des moyens permettant une amélioration des conditions de travail des professeurs de lycée professionnel et d'études des élèves. Il réaffirme l'importance d'une formation professionnelle initiale solide, équilibrée et basée sur l'obtention d'un diplôme – condition essentielle pour faire réussir tous les jeunes.

Le SNUEP-FSU demande donc que ces projets d'arrêtés soient retirés de l'ordre du jour du CSE du 10 octobre prochain pour laisser le temps à une réelle négociation. Les grilles horaires doivent être revues avec un cadrage des moyens afin que chaque élève sur l'ensemble du territoire bénéficie du même volume horaire dans toutes les disciplines. Le SNUEP-FSU porte un projet et fera des propositions afin de permettre une meilleure réussite des jeunes et une réelle amélioration des conditions de travail des personnels.

Aussi, le SNUEP-FSU appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser les 9 octobre et 12 novembre pour défendre l'ensemble des services publics et l'enseignement professionnel public.

Pour la carte scolaire prévue à la rentrée prochaine dans notre académie, si les ouvertures post-bac sont à l'honneur, les propositions concernant les formations de Bac pro sont inquiétantes.

Avant de supprimer le bac pro Technicien Etudes du bâtiment, nous demandons que soit étudié le devenir des collègues engagés dans cette formation. On nous dit qu'ils seront accompagnés mais vers où ou vers quoi, cela semble encore flou.

De même, la diminution des capacités d'accueil en gestion administration pour une ouverture de Bac pro transport et logistique à Danton est précipitée :

Son impact sur le recrutement dans la même formation à Saint-Exupéry doit être étudié, en sachant que les taux de pression sont déjà bas. De plus, pour l'accompagnement des enseignants :

- Quel plan de formation pour les collègues ;
- Quelle évaluation des besoins en matériel, en surface....

C'est pourquoi nous renouvelons la demande faite en groupe de travail que ces projets soient affinés et réexaminés pour la rentrée 2020 s'il y a lieu.